

**Budget 2014 : 14 milliards de réductions des dépenses publiques**  
**Toujours plus d'austérité**

Les premières annonces faites dans le cadre de l'ouverture des débats sur la préparation du budget 2014 sont éloquentes: le gouvernement envisage encore de réduire les moyens pour l'action publique de 14 milliards d'euros.

Cette baisse vient se rajouter aux nombreux plans des années précédentes et obéit aveuglement aux injonctions européennes qui considèrent que pour atteindre le fameux 3 % de déficit budgétaire maximum, seule la chasse aux dépenses est concevable.

Ce choix a des conséquences dramatiques pour la cohésion sociale et l'égalité d'accès aux services publics et aux droits fondamentaux déjà fortement fragilisés par les politiques précédentes. Le service public, l'action publique sont les piliers de cette cohésion. S'attaquer à eux, c'est fragiliser les plus pauvres. C'est maintenir notre pays dans une situation de précarité et d'austérité qui ne peut en aucun cas permettre à la croissance de revenir.

Les conséquences d'un tel choix se traduisent encore par des suppressions d'emplois insupportables dans de nombreux ministères. Alors que le gouvernement annonçait en début de mandat qu'il tournait le dos à la Révision Générale des Politiques Publiques, en réalité c'est à une poursuite de celle-ci que nous assistons.

Moins 15 000 emplois en 2014, notamment dans le secteur des Finances ! Ces choix affaiblissent encore les missions de services publics.

L'Union syndicale Solidaires dénonce ces orientations qui vont à l'inverse de l'intérêt général.

Encore une fois, il semble plus facile de «faire des économies» que de tenter de récupérer les sommes nécessaires aux besoins de la collectivité.

La lutte contre la fraude fiscale (entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année) permettrait sans difficulté de pallier au problème du déficit. Mais on préfère supprimer les postes de celles et ceux qui sont chargés du contrôle !

Une véritable réforme fiscale englobant l'ensemble des revenus est une condition pour un autre partage des richesses.

Décidemment, le gouvernement en accord avec les directives du FMI, de la BCE et de la Commission Européenne poursuit des politiques d'austérité injustes socialement et inefficaces économiquement qui tournent résolument le dos au progrès social.